

Déclaration à la presse de MM. Jacques Chirac, Président de la République, et Kofi Annan, secrétaire général de l'ONU, sur le rôle de l'ONU dans la reconstruction de l'Irak, l'arrestation d'Abous Abbas à Bagdad et la levée des sanctions contre l'Irak, Athènes le 17 avril 2003.

LE PRESIDENT - Comme nous l'avons toujours dit, la France souhaite et veut que l'ONU joue un rôle central aussi bien dans la suite de l'affaire iraquienne que dans le cadre de la stabilité qui doit être rétablie dans la région. Fidèle à ses principes, la France abordera ces questions, naturellement, de façon pragmatique et dossier par dossier. C'est ce dont nous avons parlé avec Monsieur le Secrétaire Général. Et, enfin, j'ai indiqué au Secrétaire Général de l'ONU que la France soutiendrait son action dans toute la mesure de ses possibilités.

M. KOFI ANNAN - Nous avons eu l'occasion de discuter de la question de l'Iraq et je remercie le Président pour le soutien que l'Union européenne et la France ont accordé aux Nations Unies. Evidemment, les Nations Unies ont un rôle important à jouer. Les Etats membres sont en train de discuter de cela et j'espère que, d'ici très peu de temps, on aura des détails et que les rôles seront bien définis. L'ONU et le Conseil de Sécurité dans son ensemble travailleront pour aider le peuple iraquien et les populations irakiennes, pour leur permettre de construire le pays et un avenir pacifique. Evidemment, le point de vue des pays de la région est aussi important, on va essayer de rester en contact avec eux.

QUESTION - Monsieur le Président, comment est-ce que la France va travailler avec ce que vous appelez les forces d'occupation, les forces américaines et britanniques ?

LE PRESIDENT - De la façon qui sera définie et décidée par l'ONU.

QUESTION - Que vous inspire l'arrestation à Bagdad d'ABOU ABBAS et est-ce que vous pensez que c'est la preuve du lien entre le régime de Saddam HUSSEIN et le terrorisme ?

LE PRESIDENT - Je pense que, quoi qu'il arrive, la nature des faits, dont on se souvient parfaitement, justifie que la justice passe. Et sévèrement.

QUESTION - Que pensez-vous de la volonté des Etats-Unis de lever les sanctions contre le régime de Bagdad ?

LE PRESIDENT - Nous pensons que la levée des sanctions est un objectif auquel nous avons souscrit depuis très longtemps. Maintenant, il appartient à l'ONU, naturellement, de définir les modalités de la levée des sanctions.